

# Dire et construire la paix dans l'espace franco-allemand.

## Approches théoriques, pratiques politiques, culturelles et sociales

### Séminaire

Paris, les 13 et 14 mars 2009

#### Intervention de Fabien Theofilakis : « Prisonniers de guerre en mains françaises (1944-1949) »

Fabien Theofilakis commence par rappeler les caractéristiques principales de la captivité des prisonniers de guerre en France ainsi que les acteurs impliqués dans la gestion des prisonniers.

La responsabilité de l'Allemagne dans la guerre justifie pour la France le fait de garder les prisonniers en temps de paix. Par ailleurs, la disparition de l'État allemand empêche la signature d'un traité de paix mettant fin à la captivité et fixant des réparations. Mais c'est essentiellement l'objectif de production de la France qui détermine le rapatriement.

Fabien Theofilakis souligne que cette captivité de masse a constitué un enjeu déterminant pour la France mais également pour l'Allemagne. Il propose d'envisager le rapatriement des prisonniers de guerre allemands (PGA) en ZFO à partir de 1945 sous trois dimensions :

- 1) en le replaçant dans l'histoire de la captivité pour le considérer en termes de rupture (fin de la présence du PG en France, passage du statut de PG à celui de civil) et de continuité (distinction entre démobilisation militaire et la démobilisation culturelle).
- 2) dans une perspective comparée pour tenter de comprendre pourquoi la déprise de guerre après 1945 a réussi là où celle de 1918 avait échoué.
- 3) en s'attachant au caractère inédit du contexte : les vaincus français deviennent les vainqueurs des Allemands, les occupants de la France sont occupés par les Français.

En conclusion de l'introduction, Fabien Theofilakis souligne que l'historiographie n'a que peu abordé le rapatriement des PG en ZFO. L'histoire de ce rapatriement pourra être l'occasion de revenir sur les traces persistantes de la guerre et de la défaite et de considérer l'histoire allemande d'après 1945 non seulement comme une « histoire d'une transformation radicale » mais aussi comme une *Belastungsgeschichte*, une histoire d'un passé qui ne passe pas.

#### **Le rapatriements des « malades » et des « inaptes »**

L'organisation du rapatriement des « inaptes » au travail à partir septembre 1945 est exclusivement liée à la situation économique en France. La politique d'occupation ne saurait entrer en ligne de compte et Paris impose ses décisions à Baden-Baden. Bien que la situation dans la ZOF ne soit guère meilleure qu'en France, aucune structure n'est initialement prévue pour accueillir les prisonniers rapatriés.

Fabien Theofilakis rappelle l'organisation du rapatriement des PGA en ZFO puis s'attache au rôle des trois acteurs de ce rapatriement :

- En concevant, fin 1945, le rapatriement des « inaptes » selon des critères essentiellement économiques, les autorités françaises prolongent en fait une logique de libération : en temps de paix, la captivité sert à fournir de la main-d'œuvre au titre des réparations ; libérer les hôpitaux des malades revient à libérer la France. Dans une logique de continuité militaire, les autorités françaises réduisent le rapatriement au seul transport vers l'Allemagne, ennemi vaincu responsable de ses soldats.

- En termes administratifs, les PG ne sont pas libérés mais seulement mis « en congé de libération ». Selon les autorités militaires d'occupation ils sont sous la responsabilité des autorités civiles allemandes, donc indirectement du Gouvernement militaire civil alors que ce dernier estime que ce sont toujours les militaires (CSTO) qui sont responsables.

Une structure médicale est édiflée à la charge des autorités allemandes. A plusieurs reprises, le CICR souligne la situation défavorable des inaptes. L'évolution du contexte économique en métropole, l'augmentation des rapatriements et

la nécessité d'élaborer une véritable politique d'occupation poussent les autorités militaires de la zone à revoir leur seuil de responsabilité et à concevoir à partir d'août 1946 une structure médicale duale. Fabien Theofilakis évoque plusieurs explications possibles de ce changement : prise en considération du décalage entre rapatriement et insertion ; nouvelle perception de l'Allemand ; prise de responsabilité nouvelle entre la France puissance détentrice et la France puissance occupante vis-à-vis des effets de la captivité sur l'opinion publique ; ou enfin selon le CICR « espoir de pouvoir récupérer pour le travail un certain nombre de PG, précédemment déclarés inaptes ».

- Pour Fabien Theofilakis, s'il y a évolution, elle est du côté du CICR qui tente d'utiliser ces tensions franco-françaises pour faire valoir une logique « conventionnelle » opposée à la logique économique des Français. L'opposition entre les autorités françaises et le CICR sur l'interprétation de la Convention de Genève se cristallise autour de l'appréciation des responsabilités des autorités françaises vis-à-vis du rapatrié. Le CICR souligne en vain la contradiction juridique de la démobilisation à la française (militairement les PG sont simplement mis en congé de captivité mais du point de vue sanitaire ils sont libérés). Le décret ministériel d'août 1947 entérine le fait que les PG rapatriés doivent être hospitalisés par des services allemands. L'échec relatif du CICR conduit Fabien Theofilakis à se demander si le CICR n'est pas, dans une certaine mesure, devenu prisonnier vers 1947 de son carcan conventionnel qui l'empêche d'envisager le rapatrié autrement que comme un PG. Fabien Theofilakis suppose que c'est aussi pour cela que le CICR n'a pas vu en quoi le rapatriement des inaptes amorce la dynamique qui transforme le rôle dévolu aux autorités allemandes.

- Les autorités allemandes vont bénéficier de cette évolution : en forçant les autorités allemandes à s'organiser, à jouer le rôle d'intermédiaire, le désengagement français offre paradoxalement les conditions d'apparition d'une politique allemande d'insertion, fondement d'une légitimité politique. L'évolution des structures du rapatriement des inaptes confie aux autorités allemandes un système hospitalier qui va progressivement s'ouvrir aux civils.

## Rapatriement général et démobilisations

### Rentré de France, sorti de la captivité ?

Les étapes de démobilisation, identiques à celles du rapatriement des malades et des inaptes, sont institutionnalisées et les formalités militaires très rapides : militairement, on clôt en 4-5h une captivité de 3-4 ans.

A partir de trois exemples, Fabien Theofilakis montre que le retour ne peut être interprété comme un rituel de libération ouvrant sur la vie civile :

1) Les PG ne reçoivent pas un « certificat de démobilisation » trilingue comme dans les zones anglo-américaines mais une feuille de libération provisoire. Cette singularité peut être interprétée comme un héritage de la logique selon laquelle tout Allemand est considéré comme main d'œuvre légitime au titre des réparations de guerre.

2) Les effets considérés comme militaires et les objets neufs sont confisqués et de nombreux vols sont commis dans les camps et les trains de retour. Pour la France, la situation de pénurie vestimentaire et de rationnement alimentaire justifie la confiscation des effets militaires. Ces confiscations rappellent les fouilles consécutives à la capture ; en privant les PG de ce qu'ils rapportent de captivité, elles réduisent à rien le temps passé comme captif ; elles compliquent le retour en privant le PG des vêtements qu'il avait préparés pour la vie civile ; enfin, le fait qu'elles soient majoritairement commises par des troupes allemandes rend problématique le retour dans la communauté nationale.

3) Les avoirs : correspondant aux sommes saisies lors de la capture et de la solde du PG ainsi qu'au salaire, ils assurent le lien entre captivité et intégration. En théorie les autorités françaises ont pris les mesures pour le paiement de ces créances. Mais dans la pratique elles lient ces créances à celles des « travailleurs déportés français et alliés » qui n'ont pas été honorées. De plus les Alliés ne parviennent à s'entendre qu'en juillet sur un taux de change et décident que le paiement des soldes sera effectué par les gouvernements allemands (les *Landeszentralbanken* de la ZF commencent à régler les arriérés mi-1948).

### Retour dans la *Heimat* : réception et perception dans la communauté nationale

Le franchissement de la frontière spatiale et symbolique que représente la sortie du camp ne signifie pas pour autant la fin du retour dans la *Heimat*. Une fois rentré chez lui, l'ancien prisonnier doit effectuer une série de démarches nécessaires à la reconnaissance de son statut de citoyen allemand de la zone française.

Par ailleurs, malgré les initiatives d'organisations caritatives et de nouveaux acteurs institutionnels qui apparaissent avec le renouveau de la vie politique dans la zone, les rapatriés sont confrontés à l'absence de toute structure institutionnelle. Leur prise en charge repose essentiellement sur les initiatives privées et la générosité de la population, qui semble ne pas avoir été à la hauteur des attentes espérées par les discours de mobilisation nationale en faveur des PG derrière les barbelés. L'échec relatif de ce qui était présenté comme un témoignage de solidarité vis-à-vis de ces victimes renvoie à la difficulté de passer de la rhétorique aux actes, à la difficulté pour la société allemande de trouver une place à ces rapatriés. L'insertion des rapatriés semble s'améliorer à partir de 1947.

## Discussion

**Bernd Wegner** (Hamburg) ouvre la discussion en soulignant l'importance du sujet de recherche pour le thème « reconstruire la paix » car il s'agit d'une période intermédiaire, qui n'est ni la paix, ni la guerre. Il pose ensuite la question de la situation du thème dans un contexte général. Monsieur Theofilakis s'est concentré dans son exposé sur les prisonniers de guerre en France et les administrations françaises. Il serait important de considérer le sujet dans son contexte général des prisonniers de guerre et de dépasser ainsi le point de vue national de l'historiographie. Beaucoup d'éléments qui ont été abordés sont communs à d'autres pays. Une approche comparative pourrait être intéressante.

Enfin, M. Wegner remarque que l'exposé a abordé de nombreux thèmes et se demande sur quel point se concentre le travail et quel en est l'aspect innovateur.

**Fabien Theofilakis** répond à M. Wegner qu'il est tout à fait d'accord sur le premier point. Le travail est conçu comme historiographie transnationale. La comparaison est essentielle mais en même temps lorsqu'on retrouve un phénomène ailleurs ce n'est pas tout à fait le même. Avec la comparaison, Fabien Theofilakis essaie de montrer les différences plus que les ressemblances (par exemple entre le rapatriement dans la zone française et dans la zone russe).

En ce qui concerne la question sur l'axe principal du travail, Fabien Theofilakis confirme qu'il est difficile de distinguer l'essentiel de l'accessoire. Il se concentre en premier lieu sur le passage d'un régime de guerre à un régime de paix. Le deuxième intérêt du travail est de ne pas s'arrêter à la libération mais d'étudier dans quelle mesure la population allemande est capable ou non d'intégrer les PG qui reviennent.

**Bernd Wegner** pose ensuite la question des sources. Fabien Theofilakis a essentiellement cité les sources administratives à différents niveaux. Il pourrait être intéressant de se pencher sur les chroniques des villes et des villages. Par ailleurs il se demande dans quelle mesure les témoignages interviennent.

**Fabien Theofilakis** indique que ses sources sont les archives administratives en France, la presse locale et nationale, les procès verbaux de gendarmerie, des témoins français (enfant des personnes qui ont employé les prisonniers), 80 interviews d'anciens prisonniers, les journaux des prisonniers (ils s'arrêtent tous à la libération) et les lettres de l'époque.

**Bernd Wegner** remarque que les statistiques ont été produites dans des conditions très particulières. Le fait de ne pas en avoir de plus fiables est un argument que nous devons accepter mais il faut être conscient des erreurs.

**Fabien Theofilakis** confirme que le problème de la justesse des statistiques se pose par exemple en ce qui concerne le nombre de prisonniers morts en France.

**Marcus Obrecht** (Freiburg) poursuit la discussion en posant la question de la théorie. Il existe différents types de guerres (guerre ancienne et guerre moderne) et il serait intéressant de s'interroger sur les conséquences psychologiques de la nouvelle guerre sur l'administration. Par ailleurs, Marcus Obrecht repose la question de la comparaison. Il propose une comparaison avec l'URSS, qui a également retenu les prisonniers de guerre. On pourrait se demander si le fait que la France et l'URSS ont retenu les prisonniers a un lien avec la nouvelle guerre.

**Fabien Theofilakis** propose de penser en catégories et de se poser les question des catégories créées par l'administration. Le fait que tout soit géré en catégories est par exemple une continuité avec le régime de Vichy. En ce qui concerne la question de la comparaison, il remet la pertinence d'une comparaison entre la France et l'URSS en question car il lui semble délicat de comparer les relations franco-allemandes avec les relations franco-russes.

**Florent Delporte** (Université Paris IV) pose la question d'une rupture entre l'administration de Vichy et l'administration d'après-guerre.

**Fabien Theofilakis** répond que le personnel est le même. La continuité est difficile à prouver mais elle existe.

**Anne-Marie Saint-Gille** (Université Lumière Lyon 2) reprend la question de la comparaison entre la France et l'URSS en constatant que l'acteur principal est finalement le comité international de la Croix-Rouge, c'est-à-dire un acteur qui n'est pas franco-allemand. Anne-Marie Saint-Gille pose également la question du tournant, dans la mesure où le CICR était déjà dans une logique de démobilisation en 1943-1944.

**Fabien Theofilakis** estime une comparaison entre les relations France-Croix-Rouge et les relations URSS-Croix-Rouge délicate car l'URSS n'a pas signé la convention de Genève. En accord avec la deuxième remarque d'Anne-Marie Saint-Gille il souligne l'importance de la figure du tiers mais remarque également que le CICR n'est pas un acteur monolithique et que le point de vue des différents niveaux sur le même problème n'est pas le même.

**Hélène Miard-Delacroix** (Université Paris IV) revient sur la remarque d'introduction de Fabien Theofilakis concernant l'historiographie et objecte que l'intérêt de l'historiographie pour les zones d'ombre de l'histoire franco-allemande n'est pas nouveau. Mme Miard-Delacroix se demande par ailleurs si on trouve dans les documents un questionnement qui s'inscrit dans la problématique des déplacements de personnes (en lien avec la question de savoir si les prisonniers rentrent réellement chez eux ou sont envoyés dans une autre région allemande).

**Fabien Theofilakis** explique qu'il y a en 1947 une volonté française que les Allemands restent, ce qui constitue un grand changement entre 1945 et 1947. D'un autre côté, les sources ne donnent que rarement une indication sur l'origine précise des prisonniers et il est donc difficile de savoir s'ils rentrent chez eux.

**Jean-Paul Cahn** (Université Paris IV) insiste sur la nécessité d'intégrer dans le travail un paragraphe sur la crédibilité et la fiabilité des classements. Par ailleurs il corrige l'affirmation de Fabien Theofilakis selon laquelle il n'y a pas eu d'instrumentalisation des prisonniers de guerre à leur retour en Allemagne : s'il n'y a pas eu instrumentalisation des prisonniers qui rentrent de France, il y a eu en Sarre instrumentalisation des prisonniers qui rentrent d'URSS.

#### Intervention d'Eva Luchtmeier :

« Entre conviction, stratégie et influence. L'engagement franco-allemand au Bundestag et les enjeux d'une politique étrangère transfrontalière. »

Le travail d'Eva Luchtmeier interroge le rôle du Bundestag dans l'élaboration de la politique étrangère allemande. Plus exactement c'est la politique franco-allemande de l'Allemagne et la coopération avec la France qui sont au cœur du traitement de son sujet.

Afin de traiter ce sujet, Eva Luchtmeier se sert de la méthode de l'analyse discursive en civilisation germanique, qui porte une lumière nouvelle sur les relations franco-allemandes de l'après-guerre à aujourd'hui en se concentrant sur les débats de politique étrangère en séance plénière. Le travail s'articule ainsi autour de la double problématique : quel est le rôle du débat politique au Bundestag pour la politique étrangère de l'Allemagne ? Dans quelle mesure l'analyse du rôle de la France pour la politique étrangère allemande permet-elle de répondre à cette question ?

Eva Luchtmeier présente d'abord le modèle d'analyse qui traverse sa thèse afin de fixer le cadre méthodologique de son travail. Elle choisit l'approche constructiviste appartenant aux sciences politiques, reposant pour l'analyse discursive sur les analyses du politologue danois Ole Waever, afin de combiner discours et événements à différentes échelles. Eva Luchtmeier procède ensuite dans les deux premières parties de son exposé à la présentation de deux de ces échelles d'analyse.

Dans une première partie furent exposées les conditions de possibilité du débat de politique étrangère au sein de l'institution politique du Bundestag. Parmi les déterminantes fonctionnelles et institutionnelles de la politique étrangère au Bundestag, Eva Luchtmeier distingue entre les fonctions parlementaires qui concernent la politique étrangère et le conditionnement institutionnel de tous les organes du Bundestag. Elle pose ensuite la question de l'apport de politique étrangère pour le Bundestag lui-même et inversement. Elle démontre que le débat parlementaire de politique étrangère participe à la démocratisation du système politique allemand. Inversement, le débat parlementaire permet au gouvernement de mener une politique étrangère plus lisible et compréhensible par rapport au public des électeurs. La confrontation directe entre opposition et gouvernement dans ces débats, permet d'éclaircir sujet et propos de la ligne politique générale.

La deuxième grille d'analyse des débats de politique étrangère au Bundestag est leur imbrication dans le champ géopolitique et diplomatique de la politique étrangère allemande. Dans une deuxième partie Eva Luchtmeier s'attache donc à répondre à la question de savoir comment interpréter les productions discursives ayant comme thème la France ou les relations franco-allemande dans le cadre des enjeux nationaux, internationaux (bilatéraux et multilatéraux) et européens de la politique étrangère allemande. Pour ce faire elle confronte une chronologie générale de la politique étrangère allemande de 1949 à 2003, à une chronologie particulière des relations franco-allemandes sur la même période. Se pose alors la question de la continuité et des ruptures dans ces deux champs politiques ainsi que leur

confrontation aux contextes nationaux et internationaux. Eva Luchtmeier a ainsi tenté de démontrer qu'il existe une chronologie particulière de la coopération franco-allemande qu'il faudra analyser dans les débats de politique étrangère au Bundestag.

C'est à l'analyse des débats parlementaires sur un sujet proprement franco-allemand, le traité de l'Elysée, que fut consacrée la troisième et dernière partie de l'exposé. Grâce à l'analyse de cinq discours tenus entre 1963 et 2003 au Bundestag, Eva Luchtmeier propose une grille d'interprétation de l'évolution du rôle de la France pour la politique étrangère allemande et déchiffre les paramètres qui conditionnent ces discours réalisés par des personnes différentes dans des contextes différents. Il s'agit pour elle de montrer que nous avons ici affaire à l'essence même de l'analyse d'un discours politique, résultat d'une « influence » institutionnelle, d'une « stratégie » de pouvoir politique ou d'une « conviction » partisane selon le cas. Elle insiste particulièrement sur la distinction entre politique symbolique et politique de pouvoir qui semble être une variable ayant traversé la coopération franco-allemande dans ces énoncés et ses actions concrètes de 1963 à nos jours.

Eva Luchtmeier conclut en insistant sur le fait que le débat de politique étrangère au Bundestag est un indice important pour montrer l'équilibre des forces politiques en présence pour la formulation de la politique étrangère en Allemagne. Comme la France est un élément essentiel de la politique étrangère allemande, son rôle s'étend de « partenaire », à « modèle » jusqu'au « repoussoir ». En cela il faut, selon elle, reconnaître aux relations franco-allemandes une chronologie particulière par rapport aux événements généraux de la politique étrangère. Les contextes national, européen et international seraient souvent les déclencheurs de changements dans le rôle de la France pour la politique étrangère allemande.

## Discussion

**Marcus Obrecht** (Freiburg) débute sa reprise en insistant sur le caractère doublement innovant du travail d'Eva Luchtmeier. Premièrement, en science politique, l'organe de la séance plénière et le débat parlementaire en son sein, ne font que très rarement objet de recherches. D'autre part, l'approche diachronique de l'analyse générale est également peu usitée, mais très intéressante et fort utile.

Il reprend ensuite l'exposé d'Eva Luchtmeier sur la problématique en lui demandant si elle souhaite davantage traiter du rôle de la France pour la politique étrangère allemande ou de l'importance des relations franco-allemandes pour celle-ci. Sur la méthode, il pose la question de la distinction théorique à laquelle il faut procéder pour la politique étrangère en général (question du clivage opposition/majorité, potentiel symbolique de la politique étrangère), pour le traitement des différents acteurs intervenant dans les débats parlementaires, ainsi que pour les différentes arènes (globales, bilatérales) dans lesquelles se jouent les décisions de politique étrangère. Il insiste enfin sur la nécessité de procéder à une typologie des débats de politique étrangère en séance plénière. Concernant les résultats à attendre de ce travail, il estime qu'il serait fort intéressant de distinguer des phases dans l'analyse des discours qui devront se confronter aux différentes chronologies déjà établies. Ces phases se situeraient au-delà des continuités et discontinuités en politique étrangère.

**Eva Luchtmeier** répond qu'il lui est impossible à ce niveau du travail d'exclure soit les relations franco-allemandes, soit la politique étrangère de l'Allemagne envers la France de son propos. Ces deux dimensions lui semblent nécessairement complémentaires et lui servent à montrer que la coopération franco-allemande est plus que l'entre-deux des relations entre deux Etats. Concernant les distinctions théoriques auxquelles doivent se confronter les analyses de discours, Eva Luchtmeier remercie M. Obrecht d'avoir très justement distingué les différentes échelles de conditionnement des discours prononcés en séance plénière. Elle indique prendre en compte ces différents niveaux, ce qui constitue en même temps la difficulté du traitement de son sujet. A la science politique s'ajoutent en effet des analyses prosopographiques et des travaux à différentes échelles géographiques et décisionnelles.

**Bernd Wegner** (Hamburg) pose ensuite la question de savoir quel est le caractère innovant de ce travail en estimant que les relations franco-allemandes ont, tout au moins en histoire, déjà fait l'objet d'un traitement très large. Il interroge la capacité des analyses de discours à rendre compte des non-dits dans les débats politiques concernant les relations franco-allemandes.

Eva Luchtmeier répond que selon elle le caractère innovant de son travail repose sur l'application de la méthode de l'analyse discursive à la tentative d'explication des motivations et de l'évolution des relations franco-allemandes et de la politique étrangère allemande à l'égard de la France. Dans ce domaine la recherche est encore récente. Et cette méthode servirait justement à montrer les choix effectués dans l'énoncé des problèmes franco-allemands par les politiques à travers les différents filtres présentés dans l'exposé ci-avant.

**Jean-Paul Cahn** (Université Paris IV) insiste sur le fait de bien mettre en évidence le caractère « maquillé » des discours politiques. Afin d'affiner l'analyse il propose de consulter d'autres fonds d'archives donnant élucidation sur les motivations politiques et personnelles des différents intervenants (« le facteur humain »).

**Eva Luchtmeier** répond avoir déjà en partie mené ce travail, mais qu'il lui faut d'abord limiter son corpus de discours afin de ne pas se retrouver devant un ensemble d'archives insurmontable.

**Hélène Miard-Delacroix** (Université Paris IV) propose pour la problématique politique à l'égard de la France / traitement des relations franco-allemandes, de considérer le franco-allemand comme le cœur de la politique allemande autour duquel graviteraient les relations d'autres nature, avec la France, d'autres partenaires bilatéraux, multilatéraux, à l'échelle européenne ou internationale. Elle insiste sur le fait que cette hésitation est pour l'instant à maintenir car elle est féconde en problématiques concernant l'analyse de la relation entre la France et l'Allemagne. Elle sert à montrer le poids relatif des différents déterminants contextuels.

**Françoise Knopper** (Université Toulouse 2) pose enfin la question de la différence entre l'analyse de texte littéraire et l'analyse de texte en civilisation germanique.

**Eva Luchtmeier** lui répond en montrant la proximité entre les deux domaines d'application tout en insistant sur le fait que l'analyse de civilisation se sert du contexte événementiel, des acteurs et de différentes échelles décisionnelles donnant élucidation sur les choix effectués dans cette construction textuelle (dans ce cas particulier discursive).

Intervention de Nathalie Biwer :

« Friedrich Stampfer et la Première Guerre mondiale :

démocratisation de l'Etat allemand comme préalable à la construction d'une paix durable »

Nathalie Biwer est doctorante. Elle travaille depuis deux ans sur Friedrich Stampfer, après avoir consacré son mémoire de DEA à Bebel [Nathalie Biwer : *Bebel : approche marxiste de la paix*, mémoire de DEA]. Le sujet de sa thèse s'intitule : « Paix et démocratie dans le discours politique de la social-démocratie allemande : l'exemple de Friedrich Stampfer (1874-1957) ». Dans l'exposé présenté à l'occasion du colloque, Nathalie Biwer se propose de montrer à travers l'exemple de la Première Guerre mondiale, comment la conception politique de Stampfer, reposant sur l'idée de « *Tageskampf* », se concilie parfaitement à sa vision de la construction de la paix, pensée qui sera chez lui omniprésente durant toute sa carrière.

Né en 1874 à Brünn, ville ouvrière dans l'Empire austro-hongrois, Friedrich Stampfer, journaliste et membre du parti social-démocrate allemand [Friedrich Stampfer fut député au Reichstag de 1920 à 1933 et membre de la direction du parti-social-démocrate allemand de 1925 à 1928], baigne dès son plus âge dans un milieu hostile à l'absolutisme impérial et proche d'une pensée libérale-démocrate. Dans cette « Manchester autrichienne », Stampfer côtoie très vite la réalité du monde ouvrier, ce qui, selon ses dires, « fera de lui un socialiste ». Son éducation se poursuivra avec la lecture d'œuvres de Marx, même s'il n'adhère pas à un marxisme radical. Au contraire, dès le début de sa carrière de journaliste en 1900 en tant que rédacteur à la *Leipziger Zeitung*, il s'oppose à Franz Mehring en rejetant le radicalisme de Rosa Luxemburg, aussi bien d'ailleurs qu'une position « attentiste », qui consisterait à attendre passivement une révolution jugée inéluctable. S'engageant dans la social-démocratie, Stampfer cultive la recherche d'une voie originale : ni « révisionniste », ni radical, il désapprouve tout déterminisme historique et revendique plutôt la mise en place d'une politique pragmatique reposant sur des moyens d'action concrets, qui déboucheraient à terme sur la révolution.

A la veille de l'éclatement du conflit, Stampfer s'inquiète des revendications nationalistes serbes, qui peuvent à ses yeux conduire à un embrasement de par le jeu des alliances, qui représentent un danger pour la paix. Ainsi, malgré des sources peu nombreuses, il semble que Stampfer opte pour la modération. La seule solution viable pour contrer cette mise en place fatale d'alliances serait pour lui une révolution des peuples, seule susceptible d'effrayer les gouvernements.

La Première Guerre mondiale a été un moment crucial dans l'histoire de la Social-démocratie, qui quitte sa politique d'opposition systématique en ralliant l'idée d'une guerre de défense et en votant les crédits de guerre. Mais Stampfer adhère-t-il à cette ligne ? C'est dans un article, publié le 2 août 1914 dans la *Erfurter Tribüne*, intitulé « Sein oder nicht sein ! », que le journaliste développe sa conception. Cette dernière a été vivement critiquée par les historiens de la RDA, qui y ont vu une trahison à la cause prolétarienne. Au sein même du SPD, Stampfer a été accusé de chauvinisme.

Nathalie Biwer propose une analyse plus mesurée de ses propos. Il est évident à ses yeux que Stampfer rejette la guerre en soi. Mais il est aussi juste de dire qu'il refuse toute vision pacifiste. Stampfer doit être considéré comme un pragmatique, qui tout en regrettant la guerre, la voit comme un fait incontournable avec lequel il faut composer. Le parti semble reprendre les arguments de Stampfer, quand il dit devoir défendre la nation en plébiscitant l'union du SPD.

Stampfer va au bout de sa pensée en s'engageant lui-même au sein de l'armée autrichienne et en participant au conflit entre 1915 et 1916. Il apparaît cependant essentiel d'insister sur le fait que Stampfer ne peut en aucun cas être vu comme un belliciste. Il refuse de réfléchir aux buts de guerre (*Kriegsziele*) et ne s'intéresse qu'aux buts de paix (*Friedensziele*). Il ne soutient pas la guerre en soi mais il lui semble indispensable de soutenir l'effort de guerre jusqu'à ce que les négociations de paix aboutissent. Pour lui, le droit à l'autodétermination des peuples et la nécessité pour l'Allemagne de vivre en sécurité sont indissociables.

Si tous les courants sociaux-démocrates se rejoignent sur la condamnation de la guerre en soi, de profondes divergences apparaissent quand il s'agit de définir les voies menant à la paix. La Social-démocratie, par exemple, ne soutient pas l'idée de la grève. Autre débat : la paix avec ou sans annexion (Philipp Scheidemann s'engage par exemple en faveur d'une paix sans annexion). La problématique de l'annexion est étroitement liée à la question de l'autodétermination des peuples, question que le parti résout de façon différente selon les cas (une annexion de la Pologne n'est pas envisagée tandis qu'elle est envisagée pour l'Alsace-Lorraine). Mais le positionnement social-démocrate doit tenir nécessairement compte d'impératifs extérieurs. Si Scheidemann opte pour une paix rapide, la volonté des socialistes européens de soutenir l'effort de guerre contre l'Allemagne oblige les sociaux-démocrates allemands à prôner la continuation du conflit dans le but impérieux de défendre la nation. La volonté affichée par Stampfer de « déconstruire la guerre », ce qui nécessite de prendre des mesures concrètes, se heurte donc à de nombreux obstacles au sein même du mouvement social-démocrate. Mais la conception de Stampfer se caractérise par une ligne propre au journaliste. Ainsi, il est convaincu du fait que l'espoir de paix ira de pair avec le processus de démocratisation de l'Allemagne. Un tel régime politique aura pour avantage de faire participer le peuple à la politique étrangère du pays. Ce sera par conséquent à celui-ci de faire le choix entre la paix ou la guerre. Un Etat démocratique oeuvrera de surcroît pour l'instauration d'instances internationales, démocratiques et égalitaires.

## Discussion

**Beatrix Bouvier** (Fondation F. Ebert) salue tout d'abord la richesse de l'exposé de Nathalie Biwer, tout en pointant du doigt un manque de définition de certains concepts comme ceux de la paix ou de la démocratie. Il existe plusieurs définitions du concept de démocratie et de démocratisation qui méritent donc d'être éclairés. Mme Bouvier pense qu'il est fondamental de s'interroger sur la particularité de Friedrich Stampfer, qui est un personnage « oublié » par l'histoire. Comment comprendre cet oubli ? Il s'agira aussi de définir clairement qui est Stampfer, ce qu'il représente (un homme charismatique, un intellectuel...) ainsi que ce à quoi il croit profondément. Beatrix Bouvier s'étonne enfin d'un point selon elle essentiel. Si Nathalie Biwer a à plusieurs reprises rapproché Stampfer de Philipp Scheidemann, il aurait été intéressant d'évoquer aussi la personne de Friedrich Ebert, qui appartient à cette génération née dans les années 1870 et qui est selon elle le social-démocrate le plus ressemblant à Stampfer.

**Marie-Odile Thiroin** (Lyon 2) reprend une question de Mme Bouvier en se demandant comment on pourrait définir Stampfer et sa spécificité dans la Social-démocratie de l'époque en quelques mots. Elle pose également la question du jugement personnel de Nathalie Biwer sur le personnage, question qu'il est difficile d'ignorer dans un travail biographique.

**Bernd Wegner** (Hamburg) salue le fait que Stampfer soit étudié. Il aimerait que Nathalie Biwer nous précise la position précise de Stampfer au sein du SPD. Il propose également de s'interroger sur l'importance pour Stampfer du combat perdu pour la place de rédacteur en chef du *Leipziger Volkszeitung*. Il souligne à ses yeux un paradoxe dans la pensée de Stampfer, qui défend l'autodétermination tout en critiquant le nationalisme, et se demande si Stampfer était conscient de ce paradoxe. Il se demande également si Stampfer appartenait à ce groupe qui était opposé à la grève générale en 1933, ce qui signifierait qu'il aurait esquivé le combat. Stampfer ne fait-il pas partie des ces défenseurs de la paix qui ont préparé le chemin vers une paix désorganisée ? M. Wegner revient sur la remarque de Mme Thiroin concernant la relation à la personne étudiée dans le cas d'un travail biographique. Il rappelle qu'une des difficultés d'un tel travail est la sympathie qui naît pour la personne étudiée et insiste sur la nécessité de chercher comment faire face à cette sympathie. Enfin, M. Wegner attire l'attention de l'auditoire sur la définition du terme « *Realpolitik* ». Ce concept est en effet souvent employé à tort ou à raison (référence faite aux « *Realos* », courant interne au parti écologiste allemand). Pour Bernd Wegner, si l'on part du principe qu'un *Realpolitiker* ne vise que l'efficacité, il est impropre de qualifier ainsi Stampfer.

**Marcus Obrecht** (Freiburg) met en garde devant l'écueil de la description. Il invite Nathalie Biwer dans une optique biographique à approfondir son travail sur les sources de la pensée de Stampfer, en s'intéressant à son éducation et à sa formation intellectuelle. Il souligne l'importance d'une réflexion sur l'objectif et les résultats attendus du travail de recherche. Par ailleurs, il lui semble fondamental de s'attacher aux théories sur la démocratie et sur la paix.

**Hélène Miard-Delacroix** (Université Paris IV) met en valeur l'importance de préciser le cadre du travail. Se situe-t-on dans une histoire du SPD, des intellectuels ou de la presse ? Il faut apporter une définition précise du « discours politique ».

**Anne-Marie Saint-Gille** (Lyon 2) veut axer son intervention sur la question du pacifisme. A quel type de pacifisme pourrait-on rattacher Stampfer ? Il se définit comme un « pacifiste conservateur ». Cela pose un problème théorique – un des reproche faits aux sociaux-démocrates – car le pacifisme est toujours pour le *statu quo*, alors que selon les pensées socialistes un peuple doit pouvoir se libérer. Stampfer semble vouloir s'appuyer sur les masses. Mais par quels moyens ? Anne-Marie Saint-Gille fait référence à l'évolution de la pensée pacifiste qui récupère entre les deux guerres l'idée de la grève générale comme moyen d'imposer la paix et dit que le SPD a laissé passer l'occasion de s'approprier cette conception.

**Friedrich Taubert** (Université Paris XII) propose de prendre en compte les autres positions semblables à celles de Stampfer. Par ailleurs, il remarque que l'activité de Stampfer ne s'arrête pas en 1918.

Pour des raisons de temps, **Nathalie Biwer** ne répond pas à toutes les questions mais revient rapidement sur la question des sources. Elle précise que le *Nachlass* de Stampfer ne commence qu'en 1932 et que sa principale source est donc constituée d'écrits journalistiques pour lesquels se pose souvent le problème de l'absence de signature.

#### Intervention de Myriam Goinard :

« L'idée de Mitteleuropa chez les sociaux-démocrates allemands du SPD  
et de la tradition vieille-autrichienne : un concept pour construire la paix ? (1914-1989) »

La notion de Mitteleuropa n'évoque pas de prime abord la volonté de construire la paix. Au contraire, cette vision géopolitique est traditionnellement associée à une pensée expansionniste et impérialiste. Il faut tout d'abord définir deux tendances : il existe en effet une différence entre la Mitteleuropa allemande et danubienne, issue de l'expérience austro-hongroise. D'où vient cette dichotomie ? Il est nécessaire de préciser un point fondamental : parler de Social-démocratie est trompeur. En effet, les sociaux-démocrates autrichiens et allemands se confondent jusqu'en 1871. La séparation se produit à cette époque, car la branche autrichienne s'inquiétait des problèmes nationaux, redoutant des scissions. En 1899, le programme de Brünn élabore une vision de la Mitteleuropa, prônant un principe fédéraliste et supranational, qui répond justement à cette question des nationalités dans l'empire austro-hongrois.

1914 et 1918 : comment le dialogue mitteleuropéen fut-il abordé par les sociaux-démocrates allemands et autrichiens ? Le débat sur l'idée de Mitteleuropa s'inscrit dans la discussion sur les buts de guerre (*Kriegsziele*) au sein des sociaux-démocrates. Il fut lancé par Karl Renner en 1914, partisan enthousiaste de l'idée de Mitteleuropa, liée à la nostalgie idéalisée du Saint-Empire romain germanique. Les jugements des historiens quant à l'importance du débat au sein du SPD sont contrastés, ce qui s'explique par le nombre réduit de sources : E. Matthias le juge essentiel, tandis que S. Miller minimise son impact. Myriam Goinard montre que le SPD ne prend pas position sur la Mitteleuropa. Il ironise même sur l'attachement porté par Renner à cette idée. Pour ce dernier, la Mitteleuropa a un rôle stratégique, celui de fonder la paix. Les sociaux-démocrates envisagent davantage la Mitteleuropa sous un angle économique, même s'ils doutent de l'intérêt économique d'une telle conception pour la classe ouvrière.

Mais comme cette idée devient source de tensions entre sociaux-démocrates, le groupe parlementaire SPD à la chambre des députés de Prusse adopte une résolution condamnant toute pensée mitteleuropéenne. De même, il est dit que l'idée d'une paix durable n'est pas conciliable avec cette conception géopolitique. Sur cette question débute une controverse entre Kautsky, Hilferding, Bernstein et Renner. Hilferding est pour l'Europe. La Mitteleuropa au contraire entérinerait la « paix armée » et aggraverait de surcroît les tensions économiques avec les pays anglo-saxons, qui pourraient opter pour une politique protectionniste. Pour Kautsky, « la paix ne peut émerger que via la constitution d'Etats-nations entretenant ensuite des relations pacifiques, basées sur un système généralisé de libre-échange ». Pour ces théoriciens, la pensée de la paix est liée à l'Europe, qui aurait pour but de rapprocher les peuples. A l'opposé de ces conceptions, faisant de la Mitteleuropa un motif de division européenne, Renner met en avant le caractère intégratif de celle-ci, qui aura pour conséquence de calmer les tensions entre nationalités, donc de pourvoir à la paix.

On observe chez les sociaux-démocrates autrichiens une évolution sensible en 1918 : en effet, l'idée d'Etat supranational est abandonnée au profit de celle d'Etat nation avec en filigrane la perspective d'un rattachement de l'Autriche au Reich (Anschluss).

La question de la Mitteleuropa prend un tour totalement différent après 1918, ce qui s'explique aisément du fait qu'il n'existe plus de conflits de nationalités à résoudre après la dislocation de l'empire austro-hongrois. La politique étrangère des sociaux-démocrates allemands se détourne radicalement de ce genre de projets, qui sont en effet considérés comme sous-tendus d'arrière-pensées impérialistes, visant à la restauration monarchique. Le SPD s'oriente toujours plus vers l'Ouest, avec en ligne de mire l'idéal des Etats-Unis d'Europe, prôné au congrès d'Heidelberg en 1925. Seule une Europe unie peut offrir une garantie de paix. Paradoxalement, l'Anschluss est une idée permanente durant cette période, ce qui se voit par la quantité d'articles publiés dans *Vorwärts* consacrés à ce sujet. Myriam Goinard attire notre attention sur le fait que le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne était vu alors par les sociaux-démocrates comme une promesse de paix, mais souligne que les responsables n'ont pas poussé la réflexion jusqu'au bout. Ainsi, les sociaux-démocrates ne s'interrogent pas sur les conséquences qu'une Anschluss pourrait avoir. Ils ne semblent pas envisager que cette Anschluss puisse être vue comme un « Sprungbrett nach Mitteleuropa ». Pour les sociaux-démocrates autrichiens, les plans mitteleuropéens sont abandonnés. La priorité est désormais d'assurer la survie de l'Etat et de s'engager dans la voie du rattachement à l'Allemagne. Renner en 1922 tente une synthèse entre d'un côté la constitution d'un espace qui serait composé de la Grande Allemagne et des autres Etats successeurs et de l'autre une unification européenne. Dans l'esprit de Renner, à la différence de l'idée défendue par le SPD, la Mitteleuropa et les Etats-Unis d'Europe ne sont pas incompatibles.

Après l'avènement d'Hitler, l'idée de la Mitteleuropa est absente de la Social-démocratie allemande. C'est dans le parti social-démocrate allemand de Tchécoslovaquie (DSAP) que se construit une nouvelle conception de la Mitteleuropa, portée par Wenzel Jaksch. Plusieurs raisons poussent ce dernier à proposer cette voie : outre des considérations économiques et une certaine nostalgie de l'Autriche-Hongrie, Jaksch pense qu'il est nécessaire de contrer la politique mitteleuropéenne du nazisme. Il peut cependant paraître surprenant de constater l'absence de débats concernant l'avenir de l'Europe et de l'Europe centrale entre le DSAP et la SOPADE (parti social-démocrate en exil), qui trouva refuge à Prague de 1934 à 1938. Dès 1939, Wenzel Jaksch expose dans son essai *Was kommt nach Hitler ?* une « Inner-europa fédérale », qui comprend la grande Allemagne et les Sudètes. Le plan rencontre un écho très défavorable dans les rangs de la Sopade, qui redoutent une perte de crédibilité auprès des Alliés au cas où ils soutiendraient Jaksch.

Que reste-t-il de la Mitteleuropa après la Seconde Guerre Mondiale ? La situation en 1945 est profondément différente. Les émigrés venant des Sudètes sont intégrés au parti. L'idée de « centre » de l'Europe disparaît au profit d'une intégration ouest-européenne. Dans le discours de Jaksch, l'influence de l'idée de Mitteleuropa demeure présente. Ses propositions « ostpolitiques » coexistent avec celles du groupe autour de W. Brandt et de E. Bahr, jusqu'à ce que Jaksch soit évincé de ces réflexions à partir de 1964.

Dans les années 1980, on assiste à une « Mitteleuropaeuphorie ». Au sein du SPD, cette pensée est portée par Peter Glotz. Selon lui, la Mitteleuropa est indispensable pour sauver l'Europe. En 1986, il organise un congrès sur ce thème, dans le but de retisser les liens entre les pays d'Europe de l'est. L'influence vieille-autrichienne est très présente dans la conception de Glotz.

## Discussion

**Marie-Odile Thiroin** (Lyon 2) rappelle que le terme de Mitteleuropa est chargé et généralement appréhendé de manière négative par les non-Allemands. M. Kundera le dénonce, alors qu'il se prononce pour une Europe de l'est unie. En 1980, il lance l'idée d'alliances est-européennes contre le bloc soviétique mais aussi contre l'Allemagne. La notion de Mitteleuropa s'est avérée pratique pour résoudre les tensions de classes et de nation sur une petite échelle. Masaryk prônait l'Etat nation contre la Mitteleuropa, qu'il considérait comme une structure hégémonique. Deuxièmement, Mme Thiroin s'interroge sur le fait que cette polémique était sûrement un dialogue de sourds. Le malentendu sur cette question venait peut-être avant tout de l'incapacité des sociaux-démocrates à penser la nation. Il y avait ceux qui ne voulaient pas entendre parler de nation et ceux qui se perdaient dans ce concept.

**Beatrix Bouvier** (Fondation F. Ebert) insiste sur les relations entre la Russie et la question de Mitteleuropa. Comment le pays procède-t-il avec les nationalités et les « petits peuples » ? En outre, elle est d'avis que le problème des juifs dans cette question serait un élément essentiel à prendre en compte dans la réflexion.

**Bernd Wegner** (Hamburg) insiste sur le fait qu'à ses yeux, le concept de Mitteleuropa est très obscur. Il existe de même une pensée de la Mitteleuropa en-dehors de l'Allemagne. Les pays de l'est aspiraient à une entente dans le but de prévenir une domination soit russe ou soviétique soit allemande.

**Helène Miard-Delacroix** (Université Paris IV) demande si on peut mesurer l'impact du choix de l'Ostpolitik sur le parti (par exemple sur les adhésions) et comment le thème de la Mitteleuropa a été exploité par les communistes en RDA dans les années 1950-1960.

**Myriam Goinard** répond tout d'abord à la question de Mme Miard-Delacroix sur l'impact du choix de l'Ostpolitik. Il n'existe pas de statistiques permettant de mesurer précisément cet impact mais il semble que les plus fidèles au parti étaient les membres de la « Seliger Gemeinde » (sorte de lobby faisant le pont entre le SPD et les expulsés). Myriam Goinard rappelle ensuite qu'il y avait 3 millions d'Allemands en Tchécoslovaquie. L'Etat-nation était vu comme une solution aux problèmes des nationalités, car cette nation aurait été constituée de plusieurs peuples, qui n'auraient pas été considérés comme des minorités. La Nation aurait été définie comme « Kollektivverband ». Myriam Goinard insiste sur le fait que cette pensée de la Mitteleuropa participait d'une volonté de réhabiliter les allemands de Tchécoslovaquie.

Elle souligne en outre que Jaksch était très conscient de l'aspect inquiétant du terme de Mitteleuropa pour les nations de l'est. C'est pour cela que l'acception « Innereuropa » a été souvent privilégiée par Renner et Jaksch. Dans les années 1980, on parle d'ailleurs de « Südosteuropa ». Myriam Goinard revient enfin sur la confrontation entre Brandt et Jaksch dans les années 1950. Jaksch s'inquiétait avant tout du *statu quo*. Même si la « Seliger Gemeinde » se réclame de la Social-démocratie, elle critique la politique étrangère du parti jusqu'en 1970 avant de changer d'opinion.

**Florent Delporte, Gaëlle Lisack, Eva Luchtmeier**